

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE MISSION
EN REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

PAR
J.F.R. CASIMIR

Ce rapport n'a pas été soumis à l'approbation du Bureau de la Coopération Technique des Nations Unies. Par conséquent, les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

I. Introduction

1. Suite à une note verbale du Ministère des affaires étrangères de la République de Djibouti en date du 4 avril 1979 sollicitant l'envoi d'une mission de la CEA pour aider à l'établissement des comptes nationaux d'une part et étudier les besoins du pays en matière statistique d'autre part, Monsieur J.F.R. Casimir, Chef de la Section "Banque de données" et Monsieur R. Rakotobe, Statisticien, ont été dépêchés à Djibouti le 1er juin 1979 en vue de :

- a) procéder à une analyse des comptes du secteur public dans l'optique du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN),
- b) examiner les données statistiques disponibles sur Djibouti et,
- c) formuler des recommandations concernant les besoins des pays en matière statistique.

MM. J.F.R. Casimir et R. Rakotobe ont regagné Addis-Abéba dans la matinée du 15 juin 1979, après avoir eu des discussions avec plusieurs fonctionnaires djiboutiens intéressés, dont la liste figure à l'Annexe I du rapport.

2. Le présent rapport traite des points b) et c). Le point a) fera l'objet d'un rapport séparé.

3. Après avoir procédé à un examen des séries statistiques disponibles et recueilli les avis de la majorité des personnes dont la liste figure à l'Annexe I du rapport, les fonctionnaires de la CEA ont établi une liste d'indicateurs statistiques qu'ils estimaient constituer une base minimum pour décrire les conditions économiques et sociales du pays. Cette liste a été présentée et approuvée avec quelques modifications le lundi 11 juin 1979 lors d'une réunion regroupant des directeurs et chefs de service de la République de Djibouti. Par la suite, des commentaires reçus du Service du plan du Cabinet du Président de la République (voir Annexe III) ont conduit à de nouvelles modifications de la liste, qui est présentée dans sa forme finale à l'Annexe II du rapport.

4. Dans le rapport, les indicateurs font l'objet d'un examen succinct et des recommandations sont faites concernant leur établissement. Une étude des besoins en matière de formation y est également présentée ainsi que des propositions relatives à l'infrastructure statistique.

5. Les fonctionnaires de la CEA voudraient exprimer ici leur profonde gratitude au Gouvernement de la République de Djibouti pour l'excellente collaboration dont ils ont bénéficié au cours de leur séjour. Tout a été mis en oeuvre pour faciliter leur travail et des séances de travail ont été organisées chaque fois qu'ils en ont exprimé le désir.

II. Indicateurs socio-économiques de la République de Djibouti

(a) Considérations générales

6. A l'Annexe II du rapport, il est proposé une liste de 85 indicateurs socio-économiques classifiés en neuf grands groupes, à savoir: climatologie, population, services sociaux et collectifs, emploi, consommation, production et prix, commerce, transports et communications et finances et comptabilité nationale. Ces indicateurs constituent un minimum de rubriques pour lesquelles il est nécessaire de rassembler des informations statistiques en vue de fournir au Gouvernement et à d'autres utilisateurs une base raisonnable pour la conduite des affaires politiques, la planification du développement économique et sociale, l'administration et la gestion. L'annexe II du rapport contient également des indications sur la disponibilité de ces données, la périodicité selon laquelle il conviendrait de les publier, les sources à utiliser ainsi que des suggestions concernant l'ordre de priorité à suivre dans l'établissement des séries statistiques.

7. La liste a été conçue en considérant d'une part la nécessité de connaître aussi bien la taille et la structure de la population que les changements et les conditions climatiques affectant cette population. Eu égard au fait que les individus composant la population éprouvent plusieurs besoins fondamentaux tels que l'éducation, les soins médicaux et la sécurité, il a été jugé nécessaire d'autre part, de disposer de données non seulement sur les facilités existantes en matière d'éducation et de santé, la formation de personnel qualifié et l'évolution des conditions sanitaires, mais également sur les activités connexes telles que les loisirs.

8. Ces idées maîtresses impliquent l'examen :

- a) de la consommation de biens et services par la population; et
- b) des ressources de la main-d'oeuvre, ainsi que de leurs classifications respectives par fonction et par type d'activité économique, faisant ainsi penser aux données sur les dépenses de consommation, les prix à la consommation, les salaires, l'emploi et le chômage.

9. La main-d'oeuvre produit des biens et services pour elle-même et pour le reste de la population. Il en découle un intérêt bien défini à étudier la production des différents secteurs de l'économie et les besoins correspondants en données statistiques sur la production agricole et industrielle, l'utilisation des terres, le commerce, les transports et les communications. Il faudrait rappeler, cependant, que Djibouti est essentiellement un port et une ville commerciale et qu'il existe une grande différence entre la population urbaine et la population rurale.

10. Les activités diverses de la population impliquent la création, l'accumulation et l'échange de monnaie et de richesses. Ainsi, toute activité a un prix et toute production peut être évaluée, et l'ensemble des valeurs est affecté de façon considérable par la vitesse de circulation de la monnaie. Pour cette raison, il est nécessaire non seulement d'étudier et de contrôler l'offre et les mouvements des différentes catégories de monnaie, mais également de mesurer la valeur totale de la production de biens et services assurée à Djibouti par les résidents et les non résidents, ainsi que les transferts qui ont lieu entre ces derniers. Enfin, il est nécessaire de synthétiser les informations recueillies sous la forme de comptes consolidés de la nation, dûment articulés et qui dégageraient le revenu national per capita et le revenu national disponible. Cet ensemble de données statistiques fourniraient au Gouvernement et aux autres utilisateurs une base saine pour la formulation de leurs politiques.

b) Ordres de priorité

11. Il a été estimé que 75 p. 100 environ des indicateurs figurant à l'Annexe II du rapport peuvent être obtenus comme sous-produits des activités administratives. Cependant, des statistiques sont élaborées pour environ 50 p. 100 seulement d'entre eux, et publiées pour environ 25 p. 100 seulement. Il ne semble pas y avoir de justification valable à la non publication de ces informations. A cet égard, il importe de souligner que les mêmes informations peuvent être utilisées de diverses façons par plusieurs utilisateurs et en combinaison avec d'autres données statistiques. Le fait de ne pas les publier priverait leurs utilisateurs potentiels d'informations précieuses. Par conséquent, la publication périodique de ces statistiques dans le Bulletin de Statistique et de Documentation devrait bénéficier d'une priorité absolue.

12. Il a été allégué que certaines autres données qui devraient être obtenues comme sous-produits des activités administratives, notamment la plupart des statistiques sur l'éducation et la santé, ne sont pas disponibles en raison d'un manque ou d'une insuffisance de personnel qualifié. Ces données statistiques sont nécessaires à des fins de planification dans les domaines auxquels elles se rapportent et ne devraient pas en conséquence être négligées. Des efforts devraient être déployés pour donner une formation élémentaire et sur le cas aux fonctionnaires concernés dans les domaines de la compilation des données, de l'analyse et de la préparation des bulletins statistiques d'une part, et pour assurer une bonne organisation statistique d'autre part. Une priorité très élevée a été également accordée à ces tâches.

13. Une priorité moins élevée a été accordée à la compilation et à la publication de certaines autres données statistiques parce qu'elles impliquent l'organisation de recensements ou d'enquêtes très divers et l'utilisation de méthodes qui ne sauraient être appliquées correctement sans la supervision d'un statisticien hautement qualifié. Seul fait exception le recensement de la population, qui a démarré très récemment et se poursuit à l'heure actuelle grâce à l'assistance

technique extérieure. Ce recensement devrait être suivi d'une enquête sur les budgets familiaux. Celle-ci pourrait être menée à bien avec l'assistance technique des Nations Unies et sous la supervision administrative de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

c) Suggestions pour l'amélioration des series existantes

14. Les remarques qui suivent se rapportent principalement au commerce et aux transports qui tiennent une place de choix à l'heure actuelle dans le système statistique de la République de Djibouti.

Commerce Extérieur

15. Les importations sont saisies selon le système du commerce spécial, mais les exportations le sont suivant le système du commerce général, de sorte que les statistiques des importations n'incluent pas les biens destinés à être réexportés bien que les statistiques des exportations prennent en compte des réexportations qui ne sont pas ensuite identifiées séparément. Ceci a pour effet de fausser la balance commerciale du pays.

16. Les statistiques du commerce international peuvent être établies aussi bien selon le système du commerce général que selon celui du commerce spécial. Par conséquent, l'idéal serait de les établir selon les deux systèmes à la fois. Cependant, un examen des formulaires douaniers de base révèle que les statistiques des importations de la République de Djibouti pourraient être aisément établies selon l'un ou l'autre système, et qu'il serait difficile par contre d'établir les statistiques des exportations selon le système du commerce spécial, puisque les formulaires prévus pour les réexportations ne concernent que le commerce d'entrepôt. Néanmoins, compte tenu de l'importance économique des exportations nationales, il est recommandé que des modifications soient apportées à la licence d'exportation (Formulaire No. 2) afin de pouvoir saisir convenablement ces exportations.

17. Le système de classification des produits utilisé est national et inspiré d'un vieux système français de classification des produits. L'utilisation d'un système de classification international en vigueur dans un grand nombre de pays partenaires serait plus avantageux, car il offrirait de plus grandes possibilités de comparaison avec ces pays et d'analyse efficace. Il semble que l'utilisation de la nomenclature douanière de Bruxelles est envisagée, mais il est vivement recommandé d'adopter, à des fins statistiques, la Classification type pour le Commerce International Révisée (C.T.C.I. Rév.2) des Nations Unies, et dans une seconde étape, la Classification par Grands Groupes d'Activités Economiques des Nations Unies. Ces deux systèmes de classifications fournissent une base utile pour l'analyse économique.

18. Pour ce qui est du sens des mouvements commerciaux, seul un nombre limité de partenaires commerciaux sont indiqués et le regroupement des pays paraît arbitraire. En raison de l'importance accordée dans la région au commerce intra-africain, il est souhaitable que des détails soient donnés sur les relations commerciales avec chaque pays africain. L'utilisation du "Code type par pays" des Nations Unies fournirait également une base utile pour les comparaisons internationales.

19. Enfin, en plus des données publiées actuellement dans le Bulletin périodique de statistique et de documentation, la diffusion d'un rapport annuel sur le commerce extérieur s'impose. Ce rapport devrait contenir, au moins, les tableaux suivants :

- i) Valeur des importations et des exportations par sections du CTCI;
- ii) Valeur des importations et des exportations par grands groupes d'activités économiques;
- iii) Valeur des importations et des exportations selon la provenance et la destination;
- iv) Importations détaillées par code CTCI, quantité, valeur, provenance et destination;
- v) Indices des valeurs unitaires (prix), de volume et des termes de l'échange .

Le rapport devrait comporter également un exposé analytique sur la situation des échanges et des notes explicatives détaillées indiquant, entre autres, les définitions et les systèmes de commerce utilisés.

Transport

20. Les seules statistiques de l'aviation publiées sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------|--------------------------|
| i) Touchés d'avion | - Total |
| | - Commerciaux civils |
| | - Commerciaux militaires |
| | - Privés et divers |
| ii) Passagers payants | - Arrivée |
| | - Départ |
| | - Transit |
| iii) Frêt payant | - Arrivée |
| | - Départ |
| iv) Ports | - Arrivée |
| | - Départ |

Aucune tentative n'a été faite pour dresser un tableau analytique des diverses informations provenant des sources administratives. Un tel tableau serait beaucoup plus utile aux autorités compétentes et à d'autres utilisateurs des statistiques du trafic aérien, car il fournirait des classifications croisées des mouvements d'avion selon la taille, le pays d'immatriculation, le type d'avions et donnerait des indications sur les passagers, le fret et le courrier débarqués, embarqués ou en transit selon la provenance ou la destination de l'avion.

21. Les statistiques du trafic ferroviaire sont publiées trimestriellement et annuellement comme suit :

- i) Trafic voyageurs global
 - Nombre
 - en millions de voy/kms
- ii) Trafic marchandises
 - (en millions de tonnes métriques)
 - importations en Ethiopie
 - exportations d'Ethiopie
 - trafic intérieur de la République de Djibouti
 - (en millions de tonnes/kms)
 - importations en Ethiopie
 - exportations d'Ethiopie
 - trafic intérieur de la République de Djibouti

22. L'importance du chemin de fer pour la République de Djibouti est telle que l'adéquation et l'efficacité de ses services devraient être évaluées et contrôlées. Il importe donc de disposer des données sur les facilités disponibles ainsi que sur les services. A cet égard, il est recommandé, qu'en plus des séries mentionnées ci-dessus, des statistiques soient publiées annuellement sur les caractéristiques suivantes :

- i) La longueur du réseau, le nombre, la puissance et la capacité moyenne des véhicules classés selon le type;
- ii) Recettes brutes des chemins de fer;
- iii) Dépenses des chemins de fer par type de dépense;
- iv) Tonnage brut des biens débarqués et embarqués par grandes catégories et selon le numéro d'immatriculation du porteur.

23. Des statistiques portuaires excellentes sont publiées par le "Service d'études, de statistiques et de documentation" du port de Djibouti dans "les Statistiques portuaires trimestrielles" et dans le Rapport d'activités annuel. Cependant, l'absence de notes explicatives diminue quelque peu la valeur de ces publications. Aussi, est-il recommandé que chacune d'elles renferme à l'avenir, des notes explicatives appropriées.

Le Bulletin de statistique et de documentation

24. Ce bulletin périodique préparé par le service de statistique et de documentation du Ministère du Commerce, des transports, et du tourisme représente un excellent effort pour rassembler sous deux "toits" l'information statistique disponible sur un grand nombre de sujets importants. Cependant, le bulletin serait considérablement amélioré si les responsables s'efforçaient d'obtenir et de publier des statistiques d'autres services en prenant en considération les recommandations relatives aux données additionnelles provenant des sources administratives. En outre, une section devrait être consacrée aux notes explicatives, et au moins une fois dans l'année chaque section devrait être préfacée par un bref commentaire.

III. Organisation statistique et personnel

25. Toutes les informations statistiques publiées dans le Bulletin de statistique et de Documentation sont élaborées dans les différentes divisions auxquelles elles se rapportent. Ainsi, l'organisation statistique de la République de Djibouti est entièrement décentralisée, sauf lorsqu'il s'agit de coordonner les différentes données. Les publications sont alors faites avec mention des sources.

26. Cependant, une disposition du décret N° 75-145/SG-CD du 29 janvier 1975, reproduit à l'annexe IV, prévoit la création d'un bureau statistique central, qui serait responsable des statistiques sur les prix, le commerce, les transports, la production, la consommation, le revenu, le pouvoir d'achat et l'emploi, ainsi que des enquêtes et études portant sur les conditions économiques des pays. C'est en application de ce décret que le service de statistique et de documentation a été mis en place. Ce service a été installé au Ministère du commerce des transports et du tourisme, mais ses activités se sont limitées à la publication du "Bulletin" et aux statistiques du commerce extérieur par suite d'un manque de personnel.

27. Un statisticien qualifié, le seul qui soit en fonction à Djibouti, se trouve dans ce ministère. Il a été fourni par le Programme français d'assistance technique, mais il est utilisé en même temps comme conseiller du Ministre et n'est pas en mesure de consacrer beaucoup de temps à l'organisation et au développement des activités statistiques. Il convient donc de recruter d'urgence un statisticien qui puisse se consacrer pleinement à la direction du service statistique central et ayant les attributions suivantes :

- a) Etablir un plan d'action et un programme de travail statistique détaillé du service en collaboration avec un comité statistique composé de fonctionnaires hors-classe et du Secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie.;

- b) Donner des directives au personnel statisticien national dans les différents ministères et services et coordonner toutes les activités statistiques dans le pays;
- c) Etablir et mettre en oeuvre des programmes nationaux de formation statistique; et;
- d) Développer un système national d'informations statistiques prenant appui sur des études détaillées, et donnant une description correcte et exhaustive de la situation économique et sociale de la République de Djibouti. Il devra être assisté d'un statisticien associé.

28. Son rang devrait être suffisamment élevé pour lui assurer une autorité sans laquelle il serait difficile de mettre en oeuvre un programme de développement statistique viable. Au cas où il ne serait pas possible d'octroyer un tel rang au statisticien dont les attributions sont mentionnées ci-dessus, il est suggéré que le Gouvernement fasse appel à un expert des Nations Unies pour une période de trois ans et à un expert associé pour l'assister pendant une période de deux ans.

29. Une fois ces arrangements conclus, une aide devrait être sollicitée de la France et d'organismes internationaux comme le PNUD et la Communauté économique européenne, sous les auspices du Programme de formation statistique pour l'Afrique. Dans le cadre d'une telle assistance, un ressortissant de Djibouti qui aura passé avec succès l'examen de fin de scolarité d'adjoint technique de la statistique à l'Institut de statistique, de planification et d'économie appliquée devra pouvoir entreprendre des études supérieures dans le même institut ou ailleurs. Parallèlement, les personnes suivantes devraient être envoyées à l'Institut pour y suivre des cours du niveau "ingénieur d'application de la statistique" et du niveau "adjoint technique" respectivement :

- a) Le chef du service des statistiques et de la documentation de la Direction du Port,
- b) Le chef de service adjoint des statistiques et de la documentation du Ministère du commerce, des transports et du tourisme.

A leur retour, ces personnes renforceraient les services statistiques de la République de Djibouti; à moyen terme, l'un d'entre eux serait en mesure d'assurer les fonctions de chef de service et ainsi la République de Djibouti pourrait se vanter d'avoir mis en place une organisation statistique viable.

30. Le décret prévoit au paragraphe 24 la création d'une section "documentation" au sein du service de statistique. Cependant, aucun travail de documentation n'est effectué et il n'y a pas non plus de bibliothèque organisée dans ce service. Il est recommandé

par conséquent que l'une des dactylos de ce service soit envoyée au secrétariat de la CEA pour une formation professionnelle d'une durée de trois mois, au classement de la documentation et au travail de bibliothécaire en général. A son retour, elle devrait pouvoir assurer sur la direction du chef de service, en plus de ses fonctions de secrétaire, l'organisation et la gestion d'une unité de documentation à l'usage exclusif du service. Cette unité devra se développer graduellement et devenir une véritable section au fur et à mesure que la quantité du matériel et l'efficacité du personnel augmenteront. Entre-temps, des efforts devraient être déployés pour acquérir des exemplaires des directives internationales et des modèles catalogués dans le "United statistical Commission paper" "Statistics of the Developing countries in the second United Nations Development Decade - Development Programme for Statistics" (E/CN.3/480) et reproduits à l'Annexe V. Ces publications devraient faire partie intégrante de la documentation.

IV. Exploitation des données

31. A l'exception du commerce extérieur, les statistiques de la République de Djibouti, sont établies manuellement. A l'heure actuelle, les statistiques du commerce extérieur sont traitées par ordinateur par la "Société pour le traitement de l'information et le calcul" à Madagascar, mais avec un délai de disponibilité des données d'environ deux ans. Pour cela, et également pour d'autres raisons, des arrangements ont été conclus avec la Communauté économique européenne en vue du traitement des données à Bruxelles. Néanmoins, il serait sage d'envisager le traitement des données sur place à Djibouti, dans un proche avenir.

32. Le travail manuel qui implique l'exploitation des données absorbe énormément de temps. Il en résulte que certaines des données requises sont obtenues avec beaucoup de retard (par exemple, nombre d'employeurs et de salariés, et montant des salariés par service), alors que d'autres ne sont même pas élaborées (par exemple, le nombre des commerçants par branche d'activités. Le traitement de certaines de ces données par ordinateur dans un proche avenir devrait donc être envisagé.

33. En République de Djibouti il y a un ordinateur Honeywell-Bull 61/58 installé à l'Electricité de Djibouti (EDD) et un autre NCR 399 à la Banque pour le commerce et l'industrie (mer Rouge). On envisage également l'acquisition d'un mini-ordinateur NCR 8100 chez Paul-Riess et Cie, et on pense obtenir quelques services de traitement électronique des données à Direction de l'aéroport.

34. Le NCR 399 est essentiellement une machine comptable et est démodé. L'ordinateur Honeywell-Bull acquis en 1974, a une mémoire interne de 10 k bytes et qu'on peut porter jusqu'à 74 k bytes, et est utilisé pour le payroll et les comptes de EDD, de même pour l'administration pour le loyer de la localité d'Ariba. On indique que ces activités

prennent 171 heures du temps machine par mois. En plus de cela, il y a des projets pour inclure les activités d'analyse de programme concernant les taxes de consommation intérieure qui vont durer neuf mois commençant au troisième trimestre de 1979 et à partir de 1980, les salaires des services administratifs et les factures d'eau.

On a également convenu que dans le cas où un recensement de la population est entrepris au cours de l'année 1980, l'ordinateur sera utilisé pour les mises en tableaux. Aussi prévoit-on un programme de travail très chargé pour l'ordinateur de l'EDD en 1980.

35. Considérant ce programme de travail, en relation avec l'âge et la capacité de l'ordinateur de l'EDD, les projets pour avoir des services de traitement de données et un équipement supplémentaire, aussi bien que les suggestions en vue du traitement sur ordinateur de certaines statistiques de la République, considérant aussi le coût de l'équipement de traitement électronique des données et les ressources financières limitées du Gouvernement de la République de Djibouti, l'introduction et un plan d'utilisation en commun des services de traitement de données permettant d'utiliser ces ressources de la manière la plus efficace possible paraissent souhaitables.

Dans ces conditions il est recommandé de créer dans les meilleurs délais un comité consultatif national pour l'informatique composé des principaux utilisateurs des services de traitement des données, y compris le chef du service central de statistiques comme président et comme secrétaire, le directeur du centre informatique de l'EDD. Ce comité serait chargé de :

- a) donner des avis sur le recrutement du personnel et l'acquisition des équipements;
- b) établir et mettre en oeuvre un plan d'utilisation en commun des services de traitement des données et rationaliser l'utilisation des ordinateurs ;
- c) élaborer une politique concernant l'utilisation sur option du temps machine et;
- d) fournir un forum pour l'échange d'information et de points de vues sur les activités des divers ministères et services gouvernementaux relatives à l'informatique.

Le Comité doit se réunir régulièrement et soumettre ses rapports et ses recommandations au Premier Ministre par l'intermédiaire de son président.

Annexe V (suite)

Q. Revenu et dépenses des ménages

1. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Portée, méthodes et utilisation des enquêtes sur les dépenses des familles, Rapport III, douzième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 1974.
2. _____ Enquêtes sur les conditions de vie des familles, recueils de monographies, Etudes et documents, nouvelle série, No. 63, Genève.
3. _____ Calcul des indices des prix à la consommation (problèmes particuliers), dixième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 1962.
4. NATIONS UNIES. "Statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation: projet de directives à l'intention des pays en voie de développement", Commission de statistique, E/CN.3/462, juillet 1974, mimeographiés.
5. _____ "Projet de système de statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation", Commission de statistique, E/CN.3/425, février 1972, mimeographiés.
6. _____ Manuel des méthodes d'enquêtes sur les ménages, Etudes méthodologiques, série F, No. 10, New York, 1964.

R. Sécurité sociale et services de protection sociale

1. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Social Security Statistics: Development and Uses, Rapport V, neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 1957.
2. _____ Minimum Programme of Social Security Statistics, Genève, 1960.
3. ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE. Revue internationale d'Actuariat et de statistique de la sécurité sociale, Genève, 1962.

LISTE DES ENTRETIENS

Ministère des Affaires Etrangères

M. Daher Djama, Directeur de Cabinet
Son Excellence M. Moumin Bahdon Farah
Ministre des affaires étrangères
M. Yacin Ahmed, Conseiller des affaires Etrangères
M. Alli Dahan, Chef de Service de documentation

Ministère du Commerce, des Transports et du Tourisme

M. Mitchell Moreau, Conseiller technique pour le commerce par interim et
Chef de service des affaires économiques et de prix.
M. Hassan Madar, Chef de service adjoint de la statistique et de la
documentation.
Son Excellence M. Mohamed Said Saleh, le ministre par interim du
commerce, des transports et du Tourisme.

Premier Ministere

M. Bié, Conseiller technique du premier ministre
M. Bourham, Directeur de cabinet.

Ministère de Finances et de l'Economie nationale

M. Ahmed Aden, Directeur de Finances
M. Hauret Paul, Adjoint du directeur de Finances
M. Omar Aden, Chef de service des contributions indirectes
M. Demus Henri, Conseiller technique du chef de service des
contributions indirectes
M. Ghueddi Abdoul Kader, Chef de service des contributions directes
M. Bruna, Conseiller technique du chef de service des contributions directes
M. Lue Aden, Directeur du trésor
M. Boissin, Chef de Bureau
M. Buffet, Chef du service de la Comptabilité
M. Omar, Chef de service de l'enregistrement du domaine et du timbre
Son Excellence M. Ibrahim Mohammed Sultan, Ministre des Finances et de
l'Economie nationale. -

Direction du Port

M. Djilane Bourhal, Directeur du Port
M. Cherdon, Chef de service de l'exportation
M. Saleh Abdallah, Chef de service des statistiques
et de la documentation.

Annexe I (suite)

Régie Industrielle

M. Royer, Directeur de l'électricité de Djibouti

M. Abdul Kadir Kamel, Directeur de la Régie des eaux

Ministère du Travail

M. Issa, Directeur de l'Office de la main d'Ouvre

M. Abdi Arreh, Chef de Service par interim du Bureau de
l'inspection du Travail et de lois sociaux.

Ministère de la Sante

Dr. Patrice de Carfort, Conseiller du ministre

M. Couzinie, Chef de service de fonds

M. Ghipponi, Paul-Mari Chef de service de l'hygiène et du laboratoire
de bureau logie de l'hôpital Peltier.

Direction de l'Aéroport

M. Pierre Collet, Directeur de l'Aéroport.

Ministère des Travaux Publics

M. Gabriel Honoré, Directeur des Travaux Publics

M. Ali Cheik, Chef de la sub-division urbanisme et de l'habitat.

Ministère de la Fonction Publique

M. Sylvan Balla, Attaché de préfecture, conseiller technique

Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports

M. Souleiman Farah-Lodon, Directeur Général

M. Abdourahman Saleh, Directeur de la jeunesse, des sports
et des affaires culturelles.

Ministère de la justice

M. Pappas, Procureur-Général

La Gendarmerie

M. M.A. Kassim, Commandant de la gendarmerie.

Annexe I (suite)

Force Nationale de Sécurité

M. Yasim, Commandant

Ministère de l'Intérieur

M. Said Obsié, Chef de Service des Affaires Administratives

Radio diffusion-Télévision de Djibouti

M. M. Ainache, Directeur Général

Caisse de Prestations Sociales

M. Ahmed Kaireh, Directeur Adjoint

M. Mohammed Ahmed Agal, Agent Comptable.

Ministère de l'Agriculture

M. Gejyon, Directeur de l'Agriculture

M. Mohammed Monsson Cheten, Chef, de service de l'élevage et de la pêche

M. D. Denis, Conseiller technique de chef de service de l'élevage

M. Daher Ahmed, Adjoint du chef de service du génie rural.

Service de météorologie

M. Galves, George, chef de service (aéroport)

Présidence de la République

M. Casano, Conseiller en planification, cellule de planification de la Présidence

M. Rabuté, " " " " " " " " "

M. Milton, Attaché de Presse à la Présidence.

Chambre International de Commerce et d'Industrie

M. Gamil, Secrétaire Général.

Remarques de la Présidence de la République (cellule planification)

Se rapportant à l'Annexe II

1. Climatologie:

1-4: Vent - Cette donnée serait intéressante pour l'utilisation éventuelle de l'énergie éolienne- et en agriculture pour le problème des brises vents.

1-5: Nébulosité: pour l'énergie solaire.

D'autres données physiques seraient peut être à connaître (température des eaux du golfe (pour la pêche) données sismiques etc.

2. Population: Ces données démographiques devront être ventilées par Régions. Il serait intéressant de faire une étude sur les flux migratoires - campagne-ville.

3. Revenus: Ces données devront également faire ressortir les revenus des salariés urbains et les revenus des salariés ruraux.

Une étude sur la nature et le volume des revenus non attachés à une fonction serait également très intéressante (ex: loyer ou seconde activité).

3.1.3. Justice: - La répartition par âge des condamnés paraît également utile pour une politique de réinsertion sociale et d'application des peines.

3.1.5. Accidents: - Les statistiques d'accidents devraient également être localisées pour l'élimination des points noirs ou l'aménagement urbain.

3.2. Enseignement: - Un fichier très précis des étudiants et stagiaires paraît également intéressant.

Des études sur les contenus d'enseignement et leur adéquation aux besoins régionaux et nationaux.

4. Emploi: - La structure de l'emploi est intéressante a plus d'un titre entre autre pour l'évolution des contenus d'enseignement. Des études pourraient être envisagées avec l'aide du BIT sur les activités non formelles.

- sur une certaine "auto-consommation" des activités productives (auto construction, petit élevage, jardinage). également sur les activités annexes à l'activité principale.
- sur le travail féminin, formel et non-formel.

5. Consommation: - l'analyse de la consommation devrait faire ressortir le contenu en devise des marchandises consommées, également par nature des biens susceptibles d'être produit en import-substitution et les autres.

Annexe III (suite)

Un étude sur la consommation d'énergie répartie en consommation finale et consommation intermédiaire par source d'énergie.

- sur la couverture en besoins nutritionnels.

6. Production et Prix:

6.01 Utilisation de la terre:- Un recensement cadastrale paraît important pour déterminer une politique foncière.

- des données sur le droit foncier-urbain
- rural - droit coutumier des parcours de pâturage

6.05. La production électrique décentralisée paraît également intéressante à saisir - recensement des groupes électrogènes et des pompes solaires, éolienne etc. (énergie mécanique utilisant ou non l'énergie électrique comme intermédiaire).

6.07. L'analyse des prix devra être complétée par l'analyse de la constitution des coûts, l'importance et le rôle professionnel des intermédiaires.

La structure du commerce de gros et de détail.
Le phénomène du crédit non-formel.

7. Transports et Communications:

Au niveau du trafic routier et maritime une étude sur la distribution des marchandises en zone rurale paraît importante.

Remarque Générale:

Dans la mesure où il s'agit de mettre en place des projets de modernisation dans les secteurs secondaires et tertiaires le cadre habituel de la comptabilité nationale convient, cependant la distinction entre le secteur moderne et le secteur informel n'est pas toujours très clair même si l'on ne tient compte que des flux monétaires.

Le processus né de l'interaction entre les actions projetées et les structures socio-économiques sur lesquelles on veut les appliquer doit être compris et si possible maîtrisé.

Il faut donc acquérir une connaissance moins fragmentaire à la fois plus fine et plus globale, des milieux concernés et étudier les effets sur le milieu de l'opération dite de modernisation.

(je pense particulièrement à des actions; dans le domaine productif, comme l'organisation de la pêche artisanale, de la petite agriculture vivrière, de l'élevage dans le domaine de la distribution et des transports, à l'organisation de la commercialisation des produits vivriers locaux et d'importation pour la distribution de détail, ou l'approvisionnement pour les transports de brousse par car ou bateau).

Annexe III (suite)

"Ceci implique l'élaboration d'un cadre conceptuel et comptable nouveau permettant.

- de représenter la société paysanne ou urbaine traditionnelle en transition.
- d'évaluer les flux économiques
- d'évaluer les variations :
 - des comportements
 - des statuts sociaux
 - des structures de décisions

nées de l'introduction des nouvelles formes d'activité économique.

Cette remarque générale qui mériterait d'être approfondie est inspirée entre autre des travaux de réflexion auxquels se livre actuellement le groupe AMIRA qui réunit des planificateurs du Ministère Français de la Coopération, des Statisticiens de l'INSEE et des chercheurs de l'ORSTOM.

Ils citent également les travaux de G. SCOTT qui rassemblent dans une thèse de Doctorat soutenue à l'Université du Ghana "The methodology of household budget surveys in Africa", les renseignements tirés des 200 enquêtes de budget effectuées dans les 40 pays africains.

Si cette thèse était disponible à la CEA nous serions très intéressés d'en connaître ses conclusions.

Enfin l'ensemble de ces remarques, à part peut être celles sur la connaissance des sources d'énergie décentralisées, ne tient pas compte réellement de la variable technologique.

Il serait bon en effet de ne pas considérer comme donnée inéluctable la structure technique des produits, ni même la structure des processus de production et quand nous parlons des produits nous englobons également l'école, la distribution, les transports etc. Une analyse de la structure technologique permettrait peut être une réflexion sur les alternatives possibles sur les répercussions qu'elles ont sur le rapport de l'utilisation capital/travail-d'oeuvre, biens locaux/biens importés.

Annexe IV

TERRITOIRE FRANCAIS
DES AFARS ET DES ISSAS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Présidence du Conseil
de Gouvernement

ARRETE No. 75-145/SG-CD

rendant exécutoire la délibération
No. 87/8ème L du 21 janvier 1975 de
la Chambre des Députés portant
organisation du service de Statistiques
et de Documentation et fixant ses
attributions.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la Loi No. 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire
Français des Afars et des Issas;

VU l'arrêté No. 73-1639/SG du 23 novembre 1973 portant constitution du Conseil de
Gouvernement, nomination des Ministres le composant et fixant les attributions
individuelles de ceux-ci;

Le Conseil de Gouvernement entendu.

A R R E T E

ARTICLE 1er - Est rendue exécutoire la délibération No. 87/8ème L du 21 janvier
1975 de la Chambre des Députés du Territoire Français des Afars et
des Issas portant organisation du Service de Statistiques et de
Documentation et fixant ses attributions.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera enregistré, publié et exécuté partout où
besoin sera.

Djibouti, le 29 janvier 1975

Ampliatiions:

- Haut Commissariat	10
- P.C.G.	2
- S.G.	4
- Chambre des Députés	4
- M/du Commerce et du Développement Industriel ...	8
dont Service de Statistiques et Documentation	4

Ali Aref Bourhan
pour amplication conforme
p.le Président du Conseil de Gouvernement
et par délégation
Le Secrétaire Général

Abdallah Mohamed Kamil

Annexe IV (suite)

- toutes enquêtes, études et travaux divers que rendrait nécessaires une bonne connaissance de l'économie du Territoire et des divers facteurs, internes et externes, qui en expliquent l'évolution.

Article 3. - Dans l'accomplissement des tâches qui correspondent à ses attributions, le Chef de Service de Statistique et de Documentation a normalement accès aux archives et documents présentant un intérêt économique détenues par les services, organismes et établissements du Territoire, leurs responsables sont tenus de lui en faciliter la consultation et l'exploitation.

En outre, le Chef de Service de Statistique et de Documentation exerce normalement le contrôle technique de tous travaux d'ordre statistique effectués par les services, organismes et établissements du Territoire, et collabore avec leurs responsables pour en améliorer la qualité et la régularité.

Article 4. - Le service de Statistique et de Documentation comprend, outre le Chef de Service et son secrétariat:

- la section de documentation générale et d'enquête,
- la section du Commerce extérieur,
- la section de statistique générales.

Djibouti, 1 21 Janvier 1975

Le Secrétaire de la Chambre
des Députés

Le Président de la Chambre
des Députés

SALD IERAHIM BADOUL

R. VATINELLE

Territoire Français
des Afars et des Issas

République Française

Chambre des Députés

DELIBERATION No. 87/8ème L

portant organisation du Service de
Statistique et de Documentation et
fixant ses attributions.

LA CHAMBRE DES DEPUTES
DU TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS

VU la loi No. 67-521 du 3 juillet 1967, relative à l'organisation du Territoire Français des Afars et des Issas;

SUR proposition du Conseil de Gouvernement en sa séance du 18 Dec. 1974

A adopté dans sa séance du 21 Jan. 1975
la délibération dont la teneur suit:

Article 1er. - Le Service de Statistique et de Documentation est dirigé par un Chef de Service, assisté de personnels techniques, de bureau, de secrétariat et de service dans la limite des inscriptions budgétaires.

Article 2. - Il a pour attributions principales l'établissement des statistiques économiques générales du Territoire et la tenue d'une documentation de base dans le domaine économique.

Il assure à cet effet la centralisation des données et renseignements d'ordre économique que doivent lui adresser tous services, établissements et organismes du Territoire.

Rentrent notamment dans ses attributions:

- l'établissement et la mise à jour d'une nomenclature détaillée des marchandises à l'usage des divers services, établissements et organismes du Territoire.
- l'établissement et la publication des statistiques du commerce extérieur,
- la collecte et l'exploitation des données sur les productions, les consommations et les transports,
- le relevé périodique des prix de gros et, de détail pour les principales denrées et marchandises commercialisées,
- des enquêtes périodiques sur l'évolution des salaires, des revenus, du pouvoir d'achat, de l'emploi et de l'épargne,
- l'établissement et la mise à jour de différents indices permettant de suivre commodément cette évolution,
- la publication périodique de statistiques économiques collectées ou élaborées par lui,

Annexe V

Bibliographie. Directives et normes proposées par les organismes des Nations Unies

A. Agriculture

1. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE/ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. Division de l'agriculture, Genève, décembre 1956, Comptabilité et tableaux économiques du secteur agricole: Manuel de définitions et de méthodologie.
2. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. "Les statistiques céréalières dans les pays d'Afrique - Situation actuelle et recommandations", quatrième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique, septembre 1969...
3. Estimation of Areas in Agricultural Statistics, S.S. Zarkovich, Rome 1965.
4. Estimation des rendements des cultures, V.G. Panse, Rome, 1954.
5. Fertilizer Statistics - Recommendations for Standard Definitions and Concepts for Fertilizer Statistics, Genève, août 1967.
6. "Bilans alimentaires", troisième session du Comité consultatif d'experts en matière de statistique (FAO), Rome, juillet 1967.
7. Manuel pour l'établissement de bilans alimentaires, Washington, 1949.
8. "Statistiques des fruits et des légumes - Situation actuelle et recommandations", document établi en vue de la troisième session du Groupe d'étude des statistiques alimentaires et agricoles pour l'Europe, Genève, avril 1964.
9. Méthodes d'établissement des statistiques agricoles courantes, R.D. Narain, Rome, 1955.
10. Preparation of Supply/Utilisation Balances for Food and Agricultural Commodities - Methods, Concepts, Definitions and Classifications, Rome.
11. Programme de recensement mondial de l'agriculture, 1970, Rome, 1965.
12. Rapport sur le recensement mondial de l'agriculture de 1960, Volume II, Programme, concepts et portée du recensement, Rome, 1969.
13. Rapport sur le recensement mondial de l'agriculture de 1960, Volume III, Méthodologie, Rome, 1969.
14. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. Some Problems of Agricultural Census Taking with Special Reference to Developing Countries, V.G. Panse, Rome, 1960.
15. "Statistics of agricultural prices - concepts and methods in relation to uses", Rome.

Annexe V (suite)

B. Sylviculture et exploitation du bois

1. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. Inventaire forestier mondial, Rome
2. _____ Annuaire des produits forestiers, Rome.

C. Pêche

1. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. Annuaire statistique des pêches, Rome.
2. _____ Purposes and Methods in Fishery Statistics, Rapport de la première réunion internationale sur les statistiques des pêches, 26-31 mai 1952.

D. Industries extractives, industries manufacturières, production de gaz et d'électricité

1. NATIONS UNIES. Industrial Censuses and Related Inquiries, Etudes méthodologiques série F, No. 4, New York, 1953.
2. _____ Nombres-indices de la production industrielle, Etudes méthodologiques, série F., No. 1, New York, 1950.
3. _____ Recommandations internationales concernant les statistiques industrielles, Etudes statistiques, série M, No. 48, New York, 1958.
4. _____ Recommandations pour le programme mondial d'enquêtes industrielles de 1973. Etudes statistiques, série M, No. 54: Objectifs statistiques généraux (première partie); Liste partielle de produits et matières (deuxième partie); Organisation et exécution des recensements industriels (troisième partie), New York, 1971 et 1972.

E. Bâtiment et travaux publics

1. NATIONS UNIES. Statistiques du bâtiment et des travaux publics, Etudes méthodologiques, série F, No. 13, New York, 1965.
2. _____ Recommandations internationales concernant les statistiques du bâtiment et les travaux publics, Etudes statistiques, série M, No. 47, New York, 1968.

F. Commerce de gros, commerce de détail et services connexes

1. NATIONS UNIES. Recommandations internationales pour les statistiques de la distribution, Etudes statistiques, série M, No. 26, New York, 1958.
2. _____ "Projet de recommandations internationales concernant les statistiques de la distribution et des services", Commission de statistique, E/CN.3/453, avril 1974. Miméographié.

Annexe V (suite)

G. Transports

1. NATIONS UNIES. Définitions internationales normalisées pour les statistiques de transport, Etudes statistiques, série M, No. 8, New York, 1950.

H. Commerce extérieur

1. NATIONS UNIES. Statistiques du commerce internationale; concepts et définitions, Etudes statistiques, série M, No. 52, New York, 1970.
2. Méthodes utilisées par les Nations Unies pour établir les indices des prix des produits de base entrant dans le commerce internationale, Etudes statistiques, série M, No. 29, Rev.1.
3. Classification type pour le commerce international révisée, Etudes statistiques, série M, No. 34, New York, 1961.
4. Les territoires douaniers du monde, Etudes statistiques, série M, No. 30, Rev.1, New York, 1970.

I. Institutions et opérations financières

1. BOARD OF GOVERNORS OF THE FEDERAL RESERVE SYSTEM. The Development of Bank Debits and Clearings and Their Use in Economic Analysis, George Grady, Washington, D.C.
2. FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. International Financial Statistics, mensuel, Washington.
3. Balance of Payments Manual, quatrième édition, Washington, 1972.
4. NATIONS UNIES. Système de comptabilité nationale, Etudes méthodologiques, série F, No. 2, Rev.3, New York.

J. Administrations

1. NATIONS UNIES. Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat, New York, 1958.
2. Système de comptabilité nationale, Etudes méthodologiques, série F, No. 2, Rev.3, New York, 1968.

K. Population

1. NATIONS UNIES. Methodology of Demographic Sample Survey, Etudes statistiques, série M, No. 51, New York, 1971.
2. Principes et recommandations pour un système de statistiques de l'état civil, Etudes statistiques, série M, No. 19, Rev. 1, New York, 1973.

Annexe V (suite)

K. Population (suite)

3. Manuel de statistique de l'état civil, Etudes méthodologiques, série F, No. 7, New York, 1955.
4. Méthodologie et étude critique des registres de population et systèmes analogues, Etudes méthodologiques, série F, No. 15, New York, 1969.
5. Principes et recommandations concernant les recensements de population de 1970, Etudes statistiques, série M, No. 44, New York, 1967.
6. Manuel des méthodes de recensement de la population: Aspects généraux d'un recensement de la population (volume I); Caractéristiques économiques de la population (volume II); Caractéristiques démographiques et sociales de la population (volume III), Etudes méthodologiques, série F, No. 5, New York, 1958.
7. Manuel des méthodes de recensement de la population et de l'habitation: Sujets à étudier et tableaux à établir dans les recensements de l'habitation (troisième partie), New York, 1969; Les recensements de la population et de l'habitation entre 1955 et 1964: aperçu rétrospectif (quatrième partie), New York, 1972; Utilisation des sondages à l'occasion des recensements de la population et de l'habitation (sixième partie), New York, 1971, Etudes méthodologiques, série F, No. 16.
8. Statistiques des migrations internationales, Etudes statistiques, série M, No. 20, New York, 1953.

L. La population active et les conditions de travail

1. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Statistiques de l'emploi, du chômage et de la main-d'oeuvre: étude méthodologique, Etudes et documents, nouvelle série, No. 7 (première partie), Genève, 1948.
2. Employment and Unemployment Statistics, Report IV, Huitième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 1954.
3. Measurement of Underdevelopment: Concepts and Methods, Onzième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, octobre 1966.
4. Statistiques des salaires et du revenu salarial, Douzième Conférence internationale des statisticiens du travail, Rapport II, Genève, 1973.
5. La normalisation internationale des statistiques du travail, Etudes et documents, Nouvelle série, No. 53, Genève, 1959.
6. Statistiques du coût de la main-d'oeuvre, onzième Conférence internationale des statisticiens du travail, rapport II, Genève, 1966.
7. Statistiques de la durée du travail, dixième Conférence internationale des statisticiens du travail, rapport III, Genève, 1962.

L. La population active et les conditions de travail (suite)

8. Les comparaisons internationales des salaires réels: étude méthodologique, Etudes et documents, nouvelle série, No. 45, Genève, 1956.
9. Classification internationale type des professions, Genève, 1969.
10. La mesure de la productivité du travail, nouvelle série, No. 75, Genève, 1969.
11. Technical Guide: Descriptions of Series Published in the Bulletin of Labour Statistics, 2 volumes, Genève, 1969

M. Enseignement et services éducatifs

1. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. Manuel des statistiques de l'éducation, Paris, 1961.
2. Recommendations concerning the International Standardization of Educational Statistics, dixième session de la Conférence générale sur les statistiques de l'éducation, Paris, décembre 1958.
3. Estimation des effectifs scolaires futurs dans les pays en voie de développement: manuel de méthodologie, rapports et études statistiques ST/T/10, Paris, 1966.
4. Méthodes d'analyse des dépenses d'enseignement, Dr. F. Edding, Rapports et études statistiques, ST/T/11, Paris, 1966.
5. Les statistiques de l'éducation dans les pays en voie de développement comment les rassembler et les présenter, J.L. Kendall, Rapports et études statistiques, ST/S/13, Paris, 1966.
6. Etude statistique sur les déperditions scolaires, Bureau international d'éducation, Paris-Genève, 1972.
7. "Classification internationale type de l'éducation", CITE, Rev., première et deuxième parties, Paris, 1972.

N. Santé

1. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. Classification statistique internationale des maladies, traumatismes et causes de décès, Série de rapports techniques No. 53, Genève, 1952.
2. Les méthodes de sondage dans les enquêtes de morbidité et de santé publique, Série de rapports techniques, No. 336, Genève, 1966.
3. Statistiques de morbidité, Série de rapports techniques, No. 389, Genève, 1968.
4. Statistiques relatives aux services de santé et à leurs activités, Série de rapports techniques, No. 429, Genève, 1969.

Annexe V (suite)

N. Santé (suite)

5. Indicateurs statistiques pour la planification et l'évaluation des programmes de santé publique, Série de rapports techniques, No. 472, Genève, 1971.
6. Principes statistiques applicables aux études de santé publique sur le terrain, Série de rapports techniques, No. 70, Genève, 1972.
7. Measurement of the Levels of Health, Série de rapports techniques, No. 137, Genève, 1957.
8. Programmes d'analyse des tendances et niveaux de la mortalité, Série de rapports techniques, No. 440, Genève, 1970.
9. Manuel de la classification statistique internationale des maladies, traumatismes et causes de décès, volumes 1 et 2, Genève, 1965.

O. Loisirs et services culturels

1. ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. Recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques de l'émission de livres et de périodiques, treizième session de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris, novembre, 1964.

P. Logement et environnement

1. NATIONS UNIES. Principes et recommandations concernant les recensements d'habitation de 1970, Etudes statistiques, série M, No. 45, New York, 1967.
2. Manuel des méthodes de recensement de la population et de l'habitation, Sujets à étudier et tableaux à établir dans les recensements de l'habitation (troisième partie), New York, 1969. Les recensements de la population et de l'habitation entre 1955 et 1964: aperçu rétrospectif (quatrième partie), New York, 1972; Utilisation des sondages à l'occasion des recensements de la population et de l'habitation (sixième partie), New York, 1971, Etudes méthodologiques, série F, No. 16.
3. Méthodes d'estimation des besoins de logement, Etudes méthodologiques série F, No. 12, New York, 1967.

LISTE MINIMUM DE DONNÉES STATISTIQUES RECOMMANDÉE POUR
LE REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Renseignements nécessaires	Fréquence	Données		Source des données	Service ou Ministère Responsables	Ordre de Priorité
		Publiés	Disponibles			
1. Climatologie						
1.1 Humidité	Mensuel	-	X	{ Sous-produits des administrations	Service météoro- logique	1
1.2 Précipitation	"	X	X			
1.3 Température	"	X	X			
1.4 Vent	"	-	X			
1.5 Nebulosité	"	-	X			
2. Population						
2.1 Population par sexe, âge, statut martial, branche d'activité économique, niveau d'instruction localité etc.	1980 et chaque 10 ans après	-	-	Recensement	Service de la popula- tion et services de statistique	1
2.2 Naissances par sexe et localité	Trimestriel	-	X	{ Sous-produits des administrations	Service de la population	1
2.3 Décès par sexe, âge, cause de décès et localité	"	-	X			
2.4 Immigration par sexe, âge, provenance et nationalité	Mensuel	-	-			
2.5 Emigration par sexe, âge, destination et nationalité	"	-	-			
2.6 Mariages et divorces par localité	annuel	-	X			
3. Services de la Collectivité et services sociaux						
3.1 Services généraux						
3.1.1 Effectif des employés publique par échelon et par département administratif	annuel	-	X	{ Sous-produits des administrations	Ministère de Finances	1
3.1.2 Salaires versés aux employés publics par échelon et par département de administratif	annuel	-	X			
3.1.3 Condamnations par âge et sexe selon la nature des infractions et par localité	Trimestriel	X	X			
3.1.4 Nombre d'offences rapporter par genre d'offense par âge, sexe et localité	"	X	X	{ Sous-produits des administrations	Ministère de la Justice	1
3.1.5 Accidents de circulation par genre d'accident et par localité.	"	-	X			
3.2 Enseignement						
3.2.1 Etablissements d'enseignement par niveau d'étude et nombre des professeurs	annuel	-	-	{ Sous-produits des administrations et enquêtes	Ministère de l'Education Nationale	1
3.2.2 Etudiants et élèves inscrits par âge, niveau d'étude et nombre des professeurs	"	-	-			
3.2.3 Examens passés et réussis par nombre d'étudiants, niveau et branche d'étude	"	-	-			

Annexe II (suite)

LISTE MINIMUM DE DONNÉES STATISTIQUES RECOMMANDÉE POUR
LE RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Renseignements nécessaires	Fréquence	Données		Source de données	Service ou Ministère Responsables	Order de Priorité
		Publiés	Disponibles			
3.3 Santé						
3.3.1 Hopitaux, morbidité, etc.	"	-	X	{ Sous-produits de administra- tions	Ministère de la Santé	1
3.3.2 Hygiène	"	X	X			
3.4 Sécurité sociale et œuvres sociales						
3.4.1 Dépenses des caisses de prestations sociales par genre de dépenses	"	-	X	Sous-produits des administrations	Caisse de prestations sociales	1
3.4.2 Nombre d'institutions sociales selon le genre d'institution et leurs activités	Annuel	-	-	Sous-produits administrations	Ministère de l'intérieur	1
3.5 Autres services sociaux						
3.5.1 Circulation des journaux nationaux	"	-	X	Sous-produits des administrations	Presidence de la Republique et Imprimerie admini- strative	1
3.5.2 Nombre de salles de cinémas et de places disponibles	"	-	X	Sous-produits des administrations	Ministère des Finances	1
3.5.3 Nombre de participants aux séances cinématographiques	"	-	-	Enquête	Finances et service de la statistique	3
3.5.4 Nombre de postes récepteurs et de téléviseurs	"	-	-	Enquête	Presidence de la Republique	2-3
3.5.5 Nombre d'associations sportives et culturelles et de membres par discipline	"	-	X	Sous-produits des administrations	Ministère de l'éducation nationale	1
4. <u>Emploi</u>						
4.01 Demandes et offres d'emploi	Mensuel et annuel	-	X	{ Sous-produits des administrations	Office de la main d'œuvre	1
4.02 Demandes d'emplois satisfaites	"	-	X			
4.03 Nombre de chômeurs	annuel	-	-	Enquête	Office de la main d'œuvre et service de la statistique	4
4.04 Conflits de travail	mensuel et annuel	-	X	Sous-produits de l'administration	Inspection de travail	1
4.05 Bénéficiaires de l'aide publique	Annuel	-	X	Sous-produit de l'administration	Ministère de la Santé et Ministère des Finances	1
4.06 Salaire minimum	"	-	X	{ Sous-produit des administrations	Office de la main d'œuvre	1
4.07 Contrats d'apprentissage enregistrés par sexe	"	-	X			
4.08 Main d'œuvre étrangère par sexe	"	-	X			
4.09 Indices de taux de salaire et des gains	Trimestriel et annuel	-	-	Enquête	Service de la statistique et caisse de Prestations sociales	2-3
4.10 Nombre d'employeurs de salariés et salaires perçus par sexe	annuel	-	X	Sous-produit des administrations	Caisse de Prestations sociales	1

- 3 -
Annexe II (suite)

LISTE MINIMUM DE DONNÉES STATISTIQUES RECOMMANDÉE POUR
LE REPUBLICAIN DE DJIBOUTI

Renseignements nécessaires	Fréquence	Données		Source de données	Service ou Ministère Responsable	Order de Priorité
		Publiés	Disponibles			
5. Consommation et Prix						
5.1 Dépenses de consommation des biens et services des:						
5.1.1 Ménages par catégorie de dépenses et fonction de consommation	1980 et chaque cinq ans après	-	-	Enquête	Service de la statistique	2
5.1.2 Institutions privées sans but lucratif par fonction	annuel	-	-	Enquête	Service de la statistique	2
5.1.3 Administrations publiques par fonction	annuel	-	-	Sous-produit des administrations	Ministère de Finances	1-2
5.2 Autoconsommation	1980 et chaque cinq ans après	-	-	Enquête	Service de la statistique	2
5.3 Consommation d'eau	Trimestriel et annuel	-	X	Sous-produit des administrations	Régie des eaux	1
5.4 Consommation d'électricité	Trimestriel et annuel	X	X	Sous-produit des administrations	Electricité de Djibouti	1
5.5 Consommation des hydrocarbures	Trimestriel et annuel	X	X	Enquête	Sociétés des Pétroles	1
5.6 Indices des prix à la consommation par fonction 1/	Mensuel et annuel	-	-	Enquête	} Service de la statistique	2
5.7 Indices des prix de gros par branche d'activité économique	Mensuel et annuel	-	-	Enquête		
6. Production						
6.1 Utilisation de la terre				Enquêtes et sous- produit des administrations	Ministère de l'agriculture, service d'enregistrement et Domain et service de la statistique	2
6.2 Production agricole par produit	annuel	-	-	Enquêtes	Ministère de l'agriculture et service de la statistique	2
6.3 Superficie récoltée par produit	Tous les dix ans	-	-	Renseignement	Ministère de l'agri- culture et service de la statistiques	2-3
6.4 Construction de bâtiments (permis de construire délivrés par secteur et catégorie)	Trimestriel et annuel	X	X	Sous-produit des Administrations	Ministère des Travaux Publics	1
6.5 Production d'électricité	Trimestriel et annuel	X	X	Sous-produit des administrations	Electricité de Djibouti	1
6.6 Production d'eau	Trimestriel et annuel	-	X	Sous-produit des administrations	Régie des eaux	1

1/ Groupe de produits ou de services

Annexe II (suite)

LISTE MINIMUM DE DONNEES STATISTIQUES RECOMMANDER POUR
LE REPUBLIQUE DE LJIBOUTI (suite)

Renseignements Necessaires	Frequence	Données		Source de données	Service ou Ministère Responsable	Ordre de Priorité			
		Publiés	Disponibles						
6. <u>Production</u> (suite)									
6.7 Production de poissons	Trimestriel et annuel	-	-	Enquête et sous- produit des administrations	Ministère de l'agriculture	1-2			
6.8 Abattages controlés par catégorie et sexe	Trimestriel et annuel	X ^{2/}	X	Sous-produit des administrations	Service de l'Elevage	1			
6.9 Effectif du cheptel par categorie et sexe	Annuel	-	X ^{3/}	Enquêtes					
7. <u>Commerce</u>									
7.1 Commerce exterieur									
7.1.1 Importations spéciales	Mensuel et annuel	X	X	Sous-produits des administrations	Service des contribu- tions indirectes et service de la statistique	1			
7.1.2 " générales		-	-						
7.1.3 Exportations spéciales		-	-						
7.1.4 " générales		X	X						
7.1.5 Exportations et importations									
7.1.5.1 Totaux par pays	Mensuel et annuel	X	X						
7.1.5.2 " " produit		-	X						
7.1.5.3 Produits par pays									
7.1.5.4 Indices de valeur unitaire (ou de prix) et termes de l'echange		annuel	-				-		
7.1.5.5 Indices de quantité	"	-	-						
7.2 Commerce interieur									
7.2.1 Fichier de commerçants	annuel	-	X	Sous-produits des administrations	Service des contribu- tions directes	1-2			
7.2.2 Nombre de commerçants par branch d'activité économique	"	-	-						
7.2.3 Stocks et ventes de détails et de gros par groupe de marchandises	annuel	-	-	Sous produit des administrations et et enquête	Service de contribu- tions directes et service de la statistique	3-4			
8. <u>Transports et communications</u>									
8.1 Trafic aérien-mouvements aériens par taille et catégorie d'avion, passager, fret et courrier postal débargué, embarqué ou en transit et par provenance et destination d'avion	mensuel et annuel	- 4/	X	Sous-produit des administrations	Direction de l'aéroport	1			
8.2 Traffic ferroviaire	mensuel et annuel	X	X	Sous-produit des auministrations	Chemin de fer Trans-Ethiopien	1			

2/ Total par catégorie seulement

3/ Il existe des estimations

4/ Les renseignements publiés ne sont que: (i) rouetées d'avion par catégorie et (ii) passagers payants et poste.

Annexe II (suite)

LISTE MINIMUM DE DONNÉES STATISTIQUES RECOMMANDÉE POUR
LE REVENU DE DJIBOUTI (suite)

Renseignements nécessaires	Frequence	Données		Source de données	Service ou Ministère Responsable	Ordre de Priorité
		Publiées	Disponibles			
8. <u>Transports et communications</u> (suite)						
8.3 Traffic maritime	mensuel	X	X	Sous-produit des administrations	Direction du Port	1
8.4 Trafic routier						
8.4.1 Immatriculation des vehicules par catégorie, marque et taille	annuel	X	X	} Sous-produit des administrations	Ministère des Travaux public	1
8.4.2 Vehicules en circulation par catégorie, marque et taille	"	-	X			1
8.4.3 Réseau routier et rues par catégorie et district	"	-	X			
8.5 Communications portales, télégraphiques et téléphoniques	"	X	X	Sous-produit des administrations	Office des postes et télécommunications	1
9. <u>Finances et comptabilité nationales</u>						
9.01 Les comptes de l'état-analyses économiques et fonctionnelles	annuel	-	-	Sous-produits des administrations	Ministère de Finances	1
9.02 La dette publique par catagorie, origine et échéance	"	-	X	Sous-produits des administrations	Le Trésor	1
9.03 Comptes consolidés des etablissements (sociétés) financiers	"	-	-	Sous-produits des administrations et enquête	Le Trésor et le service de la statistique	1-2
9.04 La masse monétaire par catégorie	mensuel	X	X	Sous-produits des administrations	Trésor public	1
9.05 Opérations avec l'exterieur (balance de paiements)	Trimestriel et annuel	-	-	Sous-produits des administrations et enquêtes	Trésor public et service de la statistique	2-3
9.06 Taux d'échange utilisés	mensuel	-	-	Sous-produits des administrations	Le trésor public et service de la statistique	1
9.07 Comptes consolidés de la nation	annuel	-	-	Dérive des données de basse ci- dessus dëcrites	Service de la statistique	2-3
9.08 Ressources et emplois des biens et services marchands	annuel	-	-	Dérivé de données de basse ci- dessus dëcrites	Service de la statistique	3
9.09 Compositions de la formation brute de capital par type de biens d'équipement et par genre d'activité économique	annuel	-	-	Enquêtes et quelques données ci-dessus dëcrites	Service de la statistique	2-3
9.10 Répartition du revenu national et du revenu disponible par type d'operations.	annuel	-	-			4